



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI  
(U. A. C.)



-----  
**ECOLE DOCTORALE PLURIDISCIPLINAIRE :**  
**« Espaces, Cultures et Développement »**  
-----

**Thèse de Doctorat de l'Université d'Abomey-Calavi**  
-----

**Formation doctorale : Sociologie-Anthropologie**  
-----

**Option : Sociologie du développement**  
-----

Note de service N° 580 - 2017 /UAC/SG/VR-AARU/SP-CS/SA du 26 / 09 / 2017  
-----

**Sujet :**

**INTERSTICES DE DESERTION DES INFRASTRUCTURES  
SOCIOCOMMUNAUTAIRES DANS LE DEPARTEMENT DE  
L'ATLANTIQUE AU BENIN : UNE SOCIOANTHROPOLOGIE  
DE L'APPROCHE PARTICIPATIVE**

**Réalisée par :**

Emile Noudéhouéno ANATO

**Sous la direction de :**

Gauthier BIAOU

Professeur Titulaire des Universités / CAMES

**Et la codirection de :**

Cyriaque Coovi AHODEKON SESSOU

Maître de Conférences des Universités / CAMES

**Soutenu publiquement à l'UAC, le 07 octobre 2017 à 10 heures à  
l'amphi ex FLASH devant le jury composé de :**

Président : Médard Dominique BADA, Professeur Titulaire des Universités / CAMES (Bénin)

Rapporteurs : - Gauthier BIAOU, Professeur Titulaire des Universités / CAMES (Bénin)

- Cyriaque Coovi AHODEKON SESSOU, Maître de Conférences des Universités / CAMES (Bénin)

Examineurs : - Komi KOSSI-TITRIKOU, Professeur Titulaire des Universités / CAMES (Togo)

- Sena Yawo AKAKPO-NUMADO, Maître de Conférences des Universités / CAMES (Togo)

**ANNEE ACADEMIQUE 2016-2017**

# Sommaire

Dédicace.....	2
Sigles et acronymes.....	5
Liste des tableaux .....	7
Liste des graphiques.....	8
Liste des photos.....	9
Résumé .....	10
Abstract .....	11
Sinsɛxwená (Résumé en fongbe) .....	12
Introduction .....	13
<b>1<sup>ère</sup> partie : Construction de l'objet et approche méthodologique de la recherche .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 1 <sup>er</sup> : Désertion des infrastructures dans l'Atlantique : un champ d'étude pour l'anthropologie du développement local .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 2 : Désertion des infrastructures et les axes actuels de discussion	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 3 : Contextualisation du cadre de la recherche et approche méthodologique .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>2<sup>ème</sup> partie : Aspects du développement local participatif base de la désertion des infrastructures .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 4 : Conceptions contradictoires dans l'interstice des infrastructures	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 5 : Jeux d'acteurs dans l'interstice de désertion des infrastructures	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 6 : Marges de manœuvre des organisations locales dans l'interstice de désertion des infrastructures.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>3<sup>ème</sup> partie : Des projets d'infrastructures aux manœuvres, jeux et stratégies dans l'arène locale : fondements de la désertion .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 7 : De la conception à la désertion des infrastructures	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 8 : Jeux et stratégies d'acteurs dans l'interstice des infrastructures dans le département de l'Atlantique .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre 9 : Des manœuvres aux stratégies des organisations locales dans l'interstice des infrastructures.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Conclusion .....	Erreur ! Signet non défini.
Références bibliographiques .....	Erreur ! Signet non défini.
Références webographiques .....	Erreur ! Signet non défini.

**Annexes.....** Erreur ! Signet non défini.  
**Table des matières .....** Erreur ! Signet non défini.

# Dédicace

A

ma sœur, Yvette Tatiana ANATO

## Remerciements

Une page de cette longue aventure se tourne, une dernière page écrite et pour cause : les remerciements sont une tradition, celle qui nous rappelle que derrière tout travail accompli (*a priori* dans le cas présent) se sont affairés directement ou indirectement plusieurs mains et corps qui sont souvent oubliés quand on pousse un ouf de soulagement. Je me trouve cependant face à une difficulté de taille : mon parcours s'est écrit dans les mails des activités académiques et du cocon familial. Beaucoup d'absence et d'absents dans cette rubrique, donc. Ce seront les premiers remerciés ; ceux que j'ai abandonnés, ceux que j'ai perdus sur mon itinéraire et surtout ceux que j'ai oubliés. Vous êtes les premiers sur ma liste de remerciement.

Pour commencer, j'ai une pensée particulière pour mon directeur de thèse, le Professeur Gauthier BIAOU. Je n'ai pas oublié certains de vos propos à mon égard : « Tu as fais un effort, du courage ... », « Il faut faire une bonne thèse, ... », « Il faut faire une thèse sans faute, ... », etc. Toujours des actes et des paroles optimistes et motivants surtout dans mes moments difficiles. Vous êtes gravé dans mon cœur. Dans le même sens, mes sincères remerciements à mon codirecteur de thèse, le Dr. Cyriaque Coovi AHODEKON SESSOU pour son humilité scientifique, ses orientations et sa particulière disponibilité. Merci à vous.

Je tiens à remercier le Dr. Charles L. BABADJIDE et son épouse Pulchérie TODO pour leur attention particulière à mon égard. Charles, vous m'avez récupéré au moment où j'étais pratiquement à l'abandon. Je suis devenu votre fils aîné dans le cadre académique et aussi dans votre vie privée avec ma totale adoption par votre femme Pulchérie. Sincère merci. Mes remerciements vont aussi à l'endroit Dr. Abou-Bakari IMOROU et sa femme, Clarisse TAMA pour leurs orientations scientifiques et leurs conseils. Aussi, vos conseils m'ont-ils permis de savoir où poser les pas dans notre jungle commune.

Je suis redevable à mon grand-frère et aîné dans la discipline, le Professeur Dodji H. AMOUZOUVI. Vous m'avez toujours motivé depuis mes premiers pas dans cet univers scientifique. Merci à vous. Pour poursuivre, je ne pourrai pas passer cette tradition sans exprimer ma reconnaissance à Amédée Joseph Alexis ODUNLAMI qui a guidé mes premiers pas scientifiques dans la discipline malgré le poids de l'âge. Je n'ai pas oublié ta sympathie et ton humilité scientifique. Cette lampe que vous avez allumée depuis 2011 ne s'est pas éteinte. Sur le chemin des remerciements, je ne pourrai non plus oublier de remercier Dominique Aïhadji TOZO. Tu m'as accueilli dans cette discipline très fascinante et maintenant, je te souhaite beaucoup de courage dans cette entreprise de rédaction de la thèse.

Ensuite, une pensée tout aussi amicale à mes enseignants, mes aînés dans la discipline et mes amis. Je me souviens particulièrement de : Prof. Médard D. BADA, Prof. Albert TINGBE-AZALOU, des Dr. : Monique OUASSA KOUARO, Sidonie C. HEDIBLE, Gilbert COOVI, Rodrigue S. MONTCHO, Bruno MONTCHO, Joseph SAHGUI, Marius VODOUNOU TOTIN, Auguste K. TAKPE, Kassimou DEMBA DIALLO, Marius VIGNIGBE, Basile DAGBETO, et messieurs : Serge AHOWESSO, Achille AYALE, Guy ZONON, Venance AYENA, Constancia AHODEKON, Noël HOUMBA, etc.

Enfin, j'ai une pensée tout aussi particulière à l'endroit de Pierre ANATO, mon père : brave homme infatigable dans l'effort, dans la recherche du bien-être de ses enfants. Pour toutes les peines que tu as endurées depuis plusieurs dizaine d'années ; à Romaine KOSSOU, ma mère : pour toute l'affection dont tu m'as fait montre ; à Blandine S. AKABASSI, mon épouse, pour ton soutien. Je te souhaite beaucoup de chance dans cette entreprise de rédaction de la thèse. A mon fils Pierre-Péniel Mahussi dont l'apparition créatrice nous a beaucoup réjoui et qui aura à se débattre, à apprendre et à grandir de cette contribution à l'évolution de la science. Quant à vous autres mes sœurs : Rachelle, Paula, Joëlle, Jeannette et Emilienne, toute ma reconnaissance. Vos accompagnements de diverses manières n'ont pas été vains.

## **Sigles et acronymes**

AGeFIB	: Agence de Financement des Initiatives de Base
AGETIP	: Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public au Bénin
AGPT	: Assemblée Générale du Projet de Territoire
ANDF	: Agence Nationale des Domaines et du Foncier
AOF	: Afrique Occidentale Française
APAD	: Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement Social et du Développement
APD	: Aide Publique au Développement
CA	: Chef d'Arrondissement
CA	: Conseil d'Administration
CARDER	: Centre Agricole Régional de Développement Rural
CDT	: Conseil de Développement Territorial
DCE	: Délégations de la Commission Européenne
DEA	: Diplôme d'Etudes Approfondies
DESS	: Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées
DS-A	: Département de Sociologie-Anthropologie
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FLASH	: Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines
GAO	: Groupements, Associations et Organisations Paysannes
GRAADER	: Groupe de Recherche, d'Action et d'Appui pour le Développement Rural
GV	: Groupement Villageois
IF	: Institut Français
IRD	: Institut de Recherche pour le Développement
MARP	: Méthode Accélérée de Recherche Participative
MISD	: Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et la Décentralisation
MTP	: Ministère des Travaux Publics

OCBN	: Organisation Commune Bénin-Niger des chemins de fer
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PADEAR	: Programme d'Adduction d'Eau en milieu Rural
PAGER	: Projet d'Appui aux Activités Génératrices de Revenus
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PRA	: Participatory Rural Appraisal
ProCoCa	: Programme de Consolidation des Coopératives Agricoles
RAP	: Recherche Action Participation
TPD	: Théâtre Pour le Développement
UAC	: Université d'Abomey-Calavi
UE	: Union Européenne
USAID	: United States Agency International for Development (Agence d'Aide des Etats-Unis)

## Liste des tableaux

**Tableau I** : Répartition de la taille de l'échantillon selon les lieux et les acteurs concernés .....**Erreur ! Signet non défini.**

**Tableau II** : Constitution des groupes cibles .....**Erreur ! Signet non défini.**

**Tableau III** : Récapitulatif des hypothèses, des objectifs et de la grille d'analyse .....**Erreur ! Signet non défini.**

**Tableau IV** : Synthèse des choix méthodologiques .....**Erreur ! Signet non défini.**

**Tableau V** : Composantes de l'approche participative en fonction des objectifs poursuivis lors de chaque phase. ....**Erreur ! Signet non défini.**

**Tableau VI** : Répartition entre des infrastructures sociocommunitaires sur les arrondissements urbains et ruraux.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Tableau VII** : Etapes de l'approche participative et supports de communication privilégiés .....**Erreur ! Signet non défini.**

**Tableau VIII** : Les formes de la participation selon Albert Meister**Erreur ! Signet non défini.**

**Tableau IX** : Les formes de la participation selon Silvain Fortin**Erreur ! Signet non défini.**

## Liste des graphiques

**Graphique 1** : Interactions des acteurs selon les stratégies autour des infrastructures  
.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 2** : Récapitulatif des modèles théoriques d'analyse**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 3** : Interactions entre les acteurs dans l'interstice des infrastructures  
.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 4** : Interaction entre les acteurs discrets dans l'interstice des infrastructures  
.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 5** : Carte administrative et de l'enquête du Département de l'Atlantique  
.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 6** : Visibilité des agents de projets sur le terrain**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 7** : Mouvements des comptes des organisations locales autour des infrastructures.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 8** : Raisons évoquées par les acteurs sur l'abandon des infrastructures  
.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 9** : Désertion de infrastructures en milieu rural et urbain**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 10** : Degré de désertion des différents types d'infrastructures**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 11** : Nature des terres dans l'interstice des infrastructures**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 12** : Apport détaillé des parties prenantes en terme de participation  
.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 13** : L'idéologie des populations sur les organisations locales**Erreur ! Signet non défini.**

**Graphique 14** : Apport des organisations locales et des partenaires au développement en terme de participation à la construction des infrastructures**Erreur ! Signet non défini.**



## Liste des photos

**Photo 1** : Un forage d'eau à Savi (Ouidah) .....**Erreur ! Signet non défini.**

**Photo 2** : Le marché de Hinvi .....**Erreur ! Signet non défini.**

**Photo 3** : Le marché de fortune sous l'arbre à Hinvi à 150m du celui construit  
.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Photo 4** : Magasins de stockage dont l'un a été recyclé en commissariat de police  
.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Photo 5** : Illustration des ex-locaux d'épargne et de crédit de Lon-Agonmè**Erreur !  
Signet non défini.**

**Photo 6** : Illustration d'un atelier de transformation .....**Erreur ! Signet non défini.**

**Photo 7** : Atelier de transformation du manioc d'Adjohoun (Avakpa)**Erreur ! Signet  
non défini.**

**Photo 8** : L'état de l'atelier de transformation.....**Erreur ! Signet non défini.**

**Photo 9** : Allégorie du roi Guézo (1818-1858) de Danxomè**Erreur ! Signet non  
défini.**

## Résumé

L'approche participative est de plus en plus considérée comme une condition nécessaire pour la réussite et la durabilité du processus de développement local. La population est alors au cœur de son propre développement. Mais dans les faits, on assiste à une convocation de cette population aux actions développementistes. C'est ainsi que cette recherche s'est intéressée aux infrastructures sociocommunautaires désertées dans le département de l'Atlantique réalisées à base de cette approche. Les populations participent à sa mise en place des infrastructures et par la suite abandonnent. Dans cette recherche, il a été question d'examiner les logiques contradictoires autour des infrastructures sociocommunautaires qui sous-tendent les idéologies des acteurs, à décrire les jeux des acteurs autour de ces infrastructures et de déterminer les dysfonctionnements au sein des organisations locales à l'origine de l'abandon des infrastructures.

La charpente théorique de ce travail est basée sur l'analyse stratégique, l'interactionnisme méthodologique et l'analyse compréhensive, qui sont des modèles d'analyse articulés autour de la compréhension des relations entre acteurs interdépendants. Ces modèles théoriques d'analyse ont permis de cerner l'action de chacun des acteurs ou groupe d'acteurs sur les buts visés. L'échantillon fait 385 informateurs et le mode d'échantillonnage adopté combine l'échantillonnage non probabiliste c'est-à-dire : l'échantillon par quotas et l'échantillon par choix raisonné combiné à l'échantillon boule de neige ; l'échantillonnage probabiliste réalisé à travers l'échantillon aléatoire en grappe et l'échantillonnage par cas unique pour enquêter des situations inhérentes au phénomène étudié. Le groupe cible est composé des notables, des acteurs de la société civile, des acteurs religieux, des acteurs politiques et d'autres acteurs locaux qui sont intervenus dans des cas de désertion d'infrastructures sociocommunautaires, etc.

Les résultats issus des enquêtes révèlent que sur la base de l'approche participative, les appropriations idéologiques qui sous-tendent la construction et l'utilisation des infrastructures sociocommunautaires ne sont logiquement pas les mêmes au niveau des différents acteurs. Cette situation crée des stratégies d'acteurs, groupes d'acteurs et organisations locales dans l'interstice des infrastructures. Ces espaces sont par excellence des lieux de rencontre, d'interaction, de discussion et de socialisation. On assiste dès lors à des négociations, appropriations, réappropriations et des confrontations dans l'arène. De ces dynamiques d'interactions, il s'en suit la désertion de ces infrastructures. De l'approche participative dans sa posture théorique, on a assisté dans la pratique à la convocation et à l'implication des populations dans ces actions de développement. La participation des communautés à la base sous cette forme n'est donc pas un gage de réussite des projets de développement local puisqu'elle comporte bien des limites à même d'occasionner son échec.

Mots clés : Bénin, Atlantique, approche participative, désertion, développement local, infrastructure sociocommunautaire.

## Abstract

The participatory approach is increasingly seen as a necessary condition for the success and sustainability of the local development process. The population is then at the heart of its own development. But in reality, we are witnessing a convocation of this population to developmentalist actions. This research has focused on deserted socio-community infrastructures in the Department of the Atlantic based on this approach. The populations participate in its infrastructure and subsequently abandon. In this research, we examined the contradictory logics surrounding the sociocommunicable infrastructures that underlie the ideologies of the actors, describe the games of the actors around these infrastructures and determine the dysfunctions within the local organizations, The origin of the abandonment of infrastructures.

The theoretical framework that structures this work is based on strategic analysis, methodological interactionism and comprehensive analysis, which are analytical models articulated around the understanding of the relations between interdependent actors. These theoretical models of analysis made it possible to identify the action of each of the actors or groups of actors on the targets. The sample makes 385 informants and the sampling method adopted combines non-probabilistic sampling, ie: the sample by quotas and the sample by reasoned choice combined with the snowball sample; Probabilistic sampling carried out through random cluster sampling and single-case sampling to investigate situations inherent in the phenomenon studied. The target group is made up of notables, civil society actors, religious actors, political actors and other local actors intervening in cases of desertion of socio-community infrastructures, etc.

The results of the surveys reveal that on the basis of the participatory approach, the ideological appropriations that underlie the construction and use of sociocommunicable infrastructures are not logically the same at the level of the various actors. This situation creates strategies of actors, groups of actors and local organizations in the interstice of infrastructures. These spaces are par excellence places of meeting, interaction, discussion and socialization. Negotiations, appropriations, reappropriations and confrontations in the arena are now taking place. From these dynamics of interactions, the desertion of these infrastructures follows. From the participatory approach in its theoretical posture, we see in practice the involvement of the populations according to strategies diversified by actor and group of actors. The participation of communities at the grassroots level in this form is therefore not a guarantee of the success of local development projects since it has many limitations that have even caused its failure.

Key words: Benin, Atlantic, participatory approach, desertion, local development, socio - community infrastructure.

## Sinsexwená (Résumé en fongbe)

Walo e è só nǔdẹ dọ te bó ná wa dọ fidẹ ó me e nǔ mǔhun kan lée ná dọ nu d'ẹ me tɔn nyí walo dẹ bọ è mọ dọ lě e è nǎ wa nǔ gbɔn bọ nǔ e è nǎ wa dọ kọdẹ me kọdẹ me lée ná nyí nǔ bo yi ta bọ nukɔn yi yi kó ó me tɔn ná dọ jijejí we ené. Nǔ ényó dọ walo éné ó me ó we nyí me dǔdǔ e dọ kó ó me lée ná ba nǔ e zón bọ nukɔn ná yi kó yětɔn me tɔn vé wú é bó dẹ wě dọ sin e è nǎ mọ nú tagba mǔhunkɔn tɔn é wú. Yě ná lẹ dẹ wě dọ lě e è nǎ wa nǔ gbɔn bọ me nǔ éné kan lée bí ná xísí alo dọ bó dọ gbekpó d'ẹ kɔn, nǔ yědésú tɔn d,ohun bọ nǔ ó ná sixú yi ta bo nǔ ayí é wú. E ka nǔ xwedó walo e xó dọ we mí dẹ e dọ wa nǔ dọ fi dẹ lée có nuno me vo sese we toví lée nó wá dọ dọ nǔ éné ó kɔn.

Nukúnnú ná mọ je nǔ e nǔ dɔn nunɔme mǔhun wá lée we zón bọ mí yi ba dọ nú nǔ dọ azɔxwé e è xwedó walo e xó mí d,ọ dọ aga e dọ gbá dọ xulenu kanme bọ yě ná dọ alo toví e dọ kó e me è gba azɔxwe ene lée dẹ lée bọ kó yětɔn me ná yi nukɔn, bọ yě má ka ze gbɔn e kɔn ǎ abí yě wá jó dọ lée é. Tuto dobanúnǔ tɔn e jí mí só dobanúnǔ eló jínjón e nyí nǔdẹdẹ dọ jlě jí kpó kan dɔn nyé ó nyě nó dɔn avɔ e nǔ kplá me yi nǔ e ba do ná we è dẹ e kɔn e kpó nǔdẹdẹ e nǔ ná nukúnnú mọ je nǔ wú é kpó. Tuto ené lée dọ alo mí bọ mí mọ nǔ je nunɔme me e dọ nu, abí me dọ alo dọ azɔxwe ené lée me lée wá dọ dọ nǔ e wú è gba azɔxwe ené lée wú e. Gbetó kenne kwoatón (385) we mí kan nǔ byó dọ ba do nú nǔ. Tuto e mí ka xwedó dọ cyán me lée dí e Nǔ e kan azɔxwe ó trɔlo lée kédé xó dọ we è dẹ we è dẹ dọ fi. Gbeta dǔdǔ e dobanúnǔ mítɔn kan nǔ byó lée we nyí, tonukún lée, sinsengǎn lée, toxódótó lée kpó me e hweenu è ma só wá dọ nǔ é wú ègba azɔxé ó e bló we ǎ, abí è jò dọ e ó yě ke nu d'ẹ wú lée e kpó.

Nǔ e dobanúnǔ mítɔn dẹ xlé mí e we nyí: azɔxwé dǔdǔ e è xwedó è só nǔdẹ ná wa dọ fidẹ nú fi ó ná dọ nukɔn yi yi ó, me e dọ fi ó lée ná dọ nu d'ẹ me bó dọ alo d'ẹ me tɔn ó mí wá mọ dọ me tenme tenme e nó dọ nu, aló yě dọ alo dọ azɔxwe mǔhunkótɔn me lée ó linlin vovo we yě nó dọ dọ lě e è nǎ zǎn azɔxwe ené lée gbɔn e wú. Ée nǔ dọ mǔ e ó, yě nó dẹ wě yětɔn yětɔn dọ kó ó me, bọ me dọkpó dọkpó, gbeta dọkpó nó je nǔ e yě lén lée wa jí gbɔn tenme e dọ vǔ dọ xwe ó gbe lée. Ten ené lée me we è nó klón nǔ yɔkpóví lée dẹ bọ yě ná tunwun lě e è nǔ wa nǔ gbɔn e, kpó lě e è nǔ dẹ afɔ gbɔn dọ hen yětɔn nu e kpó. Éné ó è nǔ je xó dọ dọ lě e è nǎ zǎn ten lée me gbɔn e wú jí; è só fidẹ nú mǔ dǔ egbe ó, è nǔ lẹ só fi dọkpó ó nú me dǔvo so. Me e è ko só teme ené ná d'ayí e ka nó lẹ wá yí. Éné ó yě nǔ je afɔ te yědẹ jí jí bọ tagba nó bé. É má ká nyí mǔ ǎ ó, nǔ e wú gbá azɔxwe e ó è só nó bló ǎ. E só nǔdẹ ná wa dọ xá d'ẹ me nú nǔ yita ó me e nǔ ó kan lée ná dọ nu dọ nu d'ẹ me bó dọ alo d'ẹ me sín walo e è mọ dọ enyó ó, è xwedó walo ené dọ wa nǔ, bó ka wá mọ dọ me e dọ kó ó me lée ó linlin dǔvo dǔvo lée we yě dọ dọ azɔ e è wa b'ẹ ná dọ alo toví e dọ kó me lée bí bọ to ó ná yi nukɔn e wú. E kple toví lée dọ nǔ e ná wa we è dẹ dọ kó yětɔn me e wú có bló we nyí gǎnjewú dọ nǔ è bló ó yita dandan ǎ, dọ nǔ wa gbɔn mǔ ó xó d'ẹ wú.

Xó gó tají tají lée : Benéeto, xulenu, me bí ná dọ nu dọ nǔ e è nǎ wa bọ to ná yi nukɔn e me, è jò dọ, nukɔn yi yi kó dọkpó dọkpó me tɔn, azɔ e è wa e ná dọ alo toví lée bọ to yětɔn ná yi nukɔn.

## Introduction

Le développement dans les pays africains au sud du Sahara a connu depuis les indépendances des années 60, différentes perspectives et approches de développement plus ou moins influencées par leur situation social, politique et économique. Mais les politiques retenues, sensées favoriser le développement souffraient d'impertinence, d'inadaptabilité et de convenance de sorte que les opérations de développement ont eu un impact limité. Les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur, ni des espérances ni des moyens mobilisés.

Dans les années 80, les objectifs des projets de développement étaient d'ordre social ou politique (la lutte contre la pauvreté, le genre, la démocratisation, la meilleure gouvernance) et l'accent demeure mis pour l'essentiel sur des réalisations concrètes et visibles (des puits, des salles de classe, des dispensaires, des aménagements de bas-fonds, etc.) (P. Lavigne Delville, 2011). La Banque Mondiale qui finançait jusque-là des projets à forte intensité capitaliste, orienta son centre d'intérêt au "rural poor". Ces nouvelles préoccupations sont débattues lors du congrès à l'USAID en 1973. Cela se traduit en termes bureaucratiques à la Banque Mondiale puisque tout projet doit, pour être accepté, faire l'objet d'un diagnostic social (social soundness analysis) (J. Schmitz, 1991).

Du point de vue procédural, les grands projets de développement étaient basés sur un encadrement rapproché des bénéficiaires en vue de permettre l'appropriation de messages techniques, définis de l'extérieur. Cette politique directive, bien qu'encore soutenue par les grandes institutions internationales au travers des programmes de vulgarisation, ne prenait pas en compte l'environnement sociologique et économique du milieu. Et son échec est principalement survenu de son caractère descendant et donc de l'absence d'implication des populations dans la définition et la réalisation des projets.

En outre, les initiatives locales découlant de cette démarche requièrent un investissement humain, c'est-à-dire une contribution de la population sous forme de

main d'œuvre communautaire. A terme, elles se sont révélées souvent sans effet inducteur, d'entraînement dans les milieux d'implantation, du fait de leur caractère ponctuel et de l'absence d'actions d'accompagnement pérenne. Les projets immobiliers dépassent cet aspect ponctuel en s'intéressant à l'ensemble du fonctionnement social, politique et économique. Mais les actions continuaient à être décidées par les concepteurs des projets. Les liens entre les actions sont restés limités et l'« après-projet » (le devenir des actions une fois le projet terminé) n'était que peu ou pas abordé.

Mais ces formes d'intervention ont rendu les Etats africains inefficaces et leurs projets, de véritables gouffres financiers face aux problèmes de plus en plus pointus des populations. Ces échecs couplés à celui de l'orientation politique d'alors ont plongé les pays d'Afrique noire dans une crise économique et sociale dont les effets ont commencé par se faire sentir de façon aiguë dans les années 80. Cette période est caractérisée par de profonds changements dans le domaine économique. Cette crise économique est caractérisée par la baisse du prix des produits d'exportation et la dégradation des termes d'échange. Dans le social, on observe la retombée de la crise économique qui se traduit par une détérioration des conditions de vie. La floraison des églises et de cultes nouveaux ont créé de nouveaux liens spirituels et de nouvelles solidarités communautaires, l'accroissement du banditisme et de l'incivisme puis s'en suit des contestations populaires.

C'est alors qu'un redressement économique conçu et élaboré par les institutions de Breton Woods va s'imposer à ces pays (dont le Bénin) en grande difficulté et soumis à des troubles sociopolitiques majeurs. La crise généralisée de l'Etat et de l'administration, la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel et l'informalisation croissante des économies, l'effondrement des systèmes scolaires et l'explosion du chômage, le développement de la criminalité et des conflits armés, la compétition pour l'appropriation des ressources, mais aussi la circulation accélérée des individus et des marchandises dans un contexte de globalisation culturelle, sont autant de facteurs qui ont considérablement dévalué l'image de certaines figures sociales du

pouvoir et de la réussite. C'est l'épisode de l'avènement et de la mise en application des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) (le premier en 1989 au Bénin). Ces Programmes d'Ajustements Structurels ont priorisé l'assainissement du cadre macro-économique et négligé les secteurs sociaux dont la situation s'est aggravée avec la dévaluation du Franc CFA en 1994 (INSAE, 2001). Ainsi, avec ces déboires, de nouvelles formes d'intervention ont gagné du terrain dans ces Etats.

Il s'est nécessaire d'opérer une rupture allant dans le sens de donner la parole et l'initiative de développement aux peuples concernés afin que les politiques soient établies de concert entre les différents acteurs. Et c'est ce qu'évoque J.-M. Ela (1990 : 85) quand il évoque le problème de "décoloniser l'Etat" car dès lors qu'on retire tous pouvoirs au peuple et qu'on limite sa mission à exécuter les décisions prises en son absence, on vide le discours sur le développement "autocentré de toute consistance".

Lors d'une table ronde organisée par le PNUD en 1985 à Lomé (Togo), les partenaires au développement et certains pays ont dressé un bilan des actions initiées depuis une décennie dans les pays. Les résultats obtenus sont très mitigés et amènent tous ces opérateurs à repenser leur approche. Le concept de « développement local participatif » apparaît alors. Il s'agit de mettre en place des projets destinés aux populations conçus et réalisés avec les communautés (K. Blanchet, 2001).

Depuis le milieu des années 90, cette nouvelle approche s'est introduite au cœur des pratiques de conception et de mise en œuvre des projets de développement, en application du principe selon lequel "les bénéficiaires doivent être associés à toutes les étapes du processus, depuis l'identification jusqu'à l'évaluation". Prônée depuis la fin des années 70 dans les pays occidentaux, la "participation" devient ainsi le maître-mot des débats contemporains sur le développement, repris tant par les ONG que par les institutions internationales ou les services techniques locaux. Il s'agit donc non seulement d'une approche qui valorise les modes de fonctionnement démocratiques, mais également qui consolide le pouvoir des populations sur leur devenir.

Les projets de décentralisation en Afrique reposent en règle générale sur le présupposé explicite que la trop grande centralisation des décisions politiques au sommet de l'Etat étouffe les initiatives politiques et économiques locales. Cette situation a même conduit certains auteurs à parler d'un "Etat commando". Dans ces conditions, seul un système politico-administratif décentralisé pourrait assurer une "bonne gouvernance". La décentralisation appartient clairement à l'arsenal des conditionnalités politiques de l'aide au développement. Pour les bailleurs de fonds, c'est une clé qui doit ouvrir de nombreuses portes (T. Bierschenk et *al.*, 1998 : 12).

Le Bénin, en amorçant le cap du Renouveau démocratique en 1990, a délibérément choisi de gérer autrement la chose publique en associant au mieux tous les citoyens. Avec la décentralisation, la responsabilité est directement confiée à la population locale<sup>1</sup> (J.-P. Olivier de Sardan, 2004) sur la gestion de la cité. On peut comprendre alors l'objectif de l'article 2 de la loi N°97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin qui dispose que : « la commune constitue le cadre institutionnel pour l'exercice de la démocratie à la base. Elle est l'expression de la décentralisation et le lieu privilégié de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques locales ».

Ainsi, cette disposition de la loi institutionnalise la participation de la population et la considère comme l'acteur principal du développement local. C'est ainsi que le développement local et participatif prend le pas sur toute autre forme d'approche. Il consiste théoriquement en la participation de toutes les couches sociales du milieu. Alors, le développement local participatif, concept actuellement en vogue dans les institutions intervenant au niveau du développement à la base, résulte de la synergie des forces et capacités locales avec des moyens exogènes que sont les

---

<sup>1</sup> Il est emprunté à J.-P. Olivier de Sardan (2004) la notion de "local" qui renvoie à un espace public (et étatique) émergent où des représentants de l'Etat et des représentants des populations interagissent autour de normes multiples (locales, régionales et nationales, etc.) concernant l'accès aux biens et services collectifs et publics.

investissements des institutions de développement, les diverses ressources locales disponibles, etc., ce qui est valable pour tous les secteurs.

Dans cette optique, on observe un peu partout une volonté politique affichée de lutter pour le développement, à travers la mise en place de différentes infrastructures sociocommunautaires. Ces infrastructures, leviers essentiels du développement et éléments stratégiques de lutte contre la pauvreté, nécessitent un meilleur suivi et une meilleure gestion pour en garantir la durabilité, l'efficacité et la qualité du service. Et c'est là que les dispositifs organisationnels et structurants conçus par des "technicistes" (les "experts") se confrontent, de façon plus ou moins forte, aux normes sociales et au fonctionnement local. On constate dès lors, des détournements matériels et/ou idéologiques, des dérives, souvent des blocages. L'écart entre ces opérations de développement "sur le papier" et "sur le terrain" est souvent inéluctable. Il résulte de l'appropriation différentielle de ces opérations par les différents acteurs concernés, c'est-à-dire la capacité de certains individus ou groupes d'acteurs à infléchir le projet à leur profit, directement ou indirectement (J.-P. Olivier de Sardan, 1998 : 11).

La conception contemporaine du "développement participatif" ou "à partir de la base" s'inscrit dans le modèle de référence élaboré à partir de la première guerre mondiale par les experts coloniaux. L'explication de cette récurrence ne se satisfaisant pas de l'habituelle opposition entre un discours qui serait purement idéologique et des pratiques qui seraient dictées par le seul intérêt, sans exclure la première, prend en compte le système de valeurs caractéristique de la "culture du développement" telle que le perçoit et le met en action les opérateurs de développement (J.-P. Chauveau, 1992).

Ces projets de développement et dans le cas présent des infrastructures communautaires sont soumis à des imprévus qui ne plaident pas souvent en faveur de l'atteinte des objectifs. C'est en effet aux divergences épistémologiques, idéologiques, culturelles entre les acteurs du développement local qu'est renvoyée non seulement la

gestion de la complexité institutionnelle et procédurale, mais aussi celle des dysfonctionnements à divers niveaux.

En définitive, la gestion des relations projets et les populations locales sont complexes à réaliser aussi bien pour des questions tenant à la nature spécifique des organismes de développement que pour les enjeux sociopolitiques que cela implique. Alors, une question taraude les esprits : comment ces dysfonctionnements de l'approche participative activent la désertion des infrastructures sociocommunautaires dans le département de l'Atlantique ? Cette préoccupation se traduit dans la formulation du sujet de recherche intitulé : “Interstices de désertion des infrastructures sociocommunautaires dans le département de l'Atlantique au Bénin : une socioanthropologie de l'approche participative”.

Cette recherche est structurée en trois parties subdivisées en trois chapitres chacune. La première partie est consacrée à la base théorique et méthodologique de la recherche. La deuxième partie s'est appesantie sur les données de terrain et de ses analyses puis la troisième partie a pris en compte les discussions des différentes données collectées sur le terrain.